

Annie SCANIGLIA-KERMIN

agent EDF

**Suppléant : Francis DESCHAMPS**

Employé administratif

PARTI OUVRIER
 INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE

**POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER
 AU SEUL SERVICE DES INTERETS DU PEUPLE,
 POUR LA RUPTURE AVEC L'UNION EUROPEENNE
 ET LA Vème REPUBLIQUE**

Défense du Code du Travail !

Le président E. Macron entend modifier le code du travail, encore plus que ne le prévoit la loi El Khomri.

Il entend, pour ce faire, utiliser un des piliers de l'arsenal antidémocratique de la Vème République, à savoir les « ordonnances ».

Il veut, par dérogation au Code du travail et aux conventions collectives, favoriser la diminution des droits : la durée du travail, les salaires, l'organisation du travail et le montant des indemnités en cas de licenciement, définis entreprise par entreprise.

Dans toute la France, les salariés se sont mobilisés pour exiger l'abrogation de cette loi.

Rien n'est plus urgent, après l'élection de E. Macron, que le monde du travail, les organisations ouvrières, s'unissent contre les ambitions du Président en affirmant :

**ABROGATION de la loi travail !
 NON aux ordonnances !**

Un budget pour les hôpitaux, pour l'école, pas pour la guerre !

Les hôpitaux doivent être rentables. Depuis des années, établissements saturés, services fermés, personnels de santé en nombre insuffisant et sous tension permanente. Il faut aller encore plus loin et imposer les fusions/mutualisations des hôpitaux dans des GHT (Groupements Hospitaliers de Territoire) ; classes supprimées, écoles regroupées, suppression de postes d'enseignants ... et dans le même temps, augmentation constante du budget de l'armée et multiplication des interventions militaires.

Combien d'hôpitaux, de maison de retraite, de classes, de postes d'enseignant pourraient être créés avec les milliards dépensés chaque année pour la guerre ?

Pour le retour à la Sécurité sociale de 1945

Le nouveau gouvernement annonce « la suppression des cotisations sociales de l'assurance maladie » et propose de les remplacer par une hausse de la CSG. Cet impôt, qu'est la CSG, mettrait fin à la Sécurité sociale telle qu'elle a été conçue au lendemain de la guerre, selon laquelle « chacun cotise selon son salaire, chacun bénéficie des soins selon ses besoins ».

Dans l'Yonne, les caisses de Sécurité sociale ferment les unes après les autres, laissant place à des plates-formes téléphoniques, voire dans le meilleur des cas à des espaces d'accueils.

Il n'est pas question de vendre la Sécurité sociale à l'appétit des assurances privées.

**La Sécu, elle est à nous, encore et toujours,
 il nous faudra lutter pour la garder !**

Sauvegarde des services publics de proximité !

On assiste à la destruction des services publics, à leur privatisation. Aucun service n'est épargné : fermeture de nombreux bureaux de poste et suppressions de centaines d'emplois ; enseignement public ; fermeture de guichets de gare, d'agences EDF ouvertes au public ...

Avec l'annonce de la fermeture des guichets de gare dans tout le département et la fermeture partielle des guichets de Tonnerre et St-Florentin, c'est encore une fois, un coup dur pour les villes et villages de notre département qui subissent une désertification.

Quelle famille peut désirer s'installer dans une commune sans moyen de transport, sans bureau de poste, sans école. Les collectivités sont étranglées par le désengagement de l'Etat (un seul exemple : une communauté de communes de la 2^{ème} circonscription qui percevait une dotation de l'Etat de 371 553 € en 2014 perçoit 126 211 € en 2016).

Plus que jamais il est urgent de s'organiser pour reconquérir l'ensemble de nos services publics et de nos communes !

Les candidats du POID, présents dans les élections législatives entendent œuvrer pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations, pour la défense de leurs revendications et la reconquête de leurs droits. Le POID entend rassembler une force pour un Parti Ouvrier, combattant pour un gouvernement ouvrier qui aura l'audace de rompre avec l'Union européenne et la Vème République.

Rejoignez le POID ! Dans l'Yonne, prenez contact : comitepoid89@gmail.com

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V^e République, régime antidémocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine de députés élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

» **À l'Union européenne, machine à tout détruire** au service des banquiers et des spéculateurs, nous opposons la nécessité d'abroger les traités, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, nous opposons la défense de l'indépendance des organisations syndicales.**

» **À la politique de guerre, d'ingérence et d'interventions militaires** – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» **À la coalition des exploiters, des patrons et des gouvernants à leur service, nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général », nous opposons la lutte de classe**, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre, d'organisations de classe.**

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !



Le 11 juin, les candidats du POID sollicitent vos suffrages !